



**Déclaration liminaire
Comité Technique Local
du 2 octobre 2018**

Le gouvernement continue sa politique destructrice pour les derniers de cordée. Après avoir mis en place la destruction de la SNCF, les consultations sur la réforme du système des retraites commencent et les pistes les plus alarmistes se dessinent : remises en cause des régimes spéciaux, du code des pensions, des pensions de réversion et mise en place d'un système par point qui, on le sait, aura pour effet de baisser le niveau des pensions de l'ensemble des retraités.

Pour la fonction publique, le gouvernement a confirmé le gel du point d'indice jusqu'à fin 2019, soit aujourd'hui 9 % de dévalorisation par rapport à l'inflation.

S'agissant de la DGFIP, la rentrée s'est faite autour des tergiversations sur le prélèvement à la source qui commencera bien au 1er janvier 2019.

Dans un contexte de suppressions d'emplois et malgré le travail avec les moyens qu'on veut bien leur laisser, ce sont les agents de la DGFIP qui vont en supporter les conséquences.

En outre, par un message sur Ulysse, le directeur général a annoncé une nouvelle vague de suppressions d'emplois. Passons sur le fait que la Direction Générale n'ait même pas pris la peine d'envoyer un message aux organisations syndicales pour leur annoncer. Ce n'est pas le plus important même si cela augure mal des suites données au dialogue social.

Dans son message, le directeur général ne donne aujourd'hui aucune information, aucune explication, aucune raison à ce nombre de suppressions. Impossible donc de savoir quelles missions vont être touchées. Il s'agit bien aujourd'hui d'un nouvel effort que la DGFIP doit fournir par pur dogmatisme.

Peu importe qu'aujourd'hui le nombre de contrôle fiscaux soit en baisse, que la justice fiscale soit en jeu. Peu importe que des citoyens demandent partout le maintien sur le territoire de leur centre des finances publiques. Tout cela le gouvernement s'en moque. Il supprime des emplois. Pourquoi ?

Parce que... et estimez-vous heureux que ce ne soit pas plus...

2130 emplois supprimés pour 2019, c'est donc le retour au niveau de 2016... autrement dit l'effet prélèvement à la source a fait long feu. L'année de sa réelle mise en route, on supprime plus de 2 % des effectifs alors même que l'on sait que nos charges de travail vont augmenter. Parce que l'effet de ces suppressions d'emplois est simple : toujours plus de tâches pour les collègues qui restent, des conditions de travail dégradées, des restructurations, des réorganisations à gogo...

Pour la CGT 2 130 suppressions d'emplois, c'est 2 130 de trop. Nos missions, leur utilité sociale nécessitent aujourd'hui des créations d'emplois.

Le démantèlement prévu de la DGFIP ne fait que confirmer nos craintes.

La CGT Finances Publiques a été informée qu'une expérimentation de restructuration d'ampleur se déroule dans la plus grande confidentialité, et dont l'avancée des travaux est stupéfiante !

D'après ce que nous savons, 7 directions sont « préfiguratrices » : 59-62, 19-23-87 et 41-45, choix qui semblent représentatifs d'une cartographie urbaine, semi-rurale et plutôt

rurale, et à qui il est d'ores et déjà demandé :

- ▶ Fusions de directions.
- ▶ Disparitions de trésoreries en grand nombre.
- ▶ Resserrement du réseau par des disparitions et regroupements de services comme les SIP, SIE, PCR, PCE, SPF.
- ▶ Diminution de moitié du nombre de communes d'implantation des services par département.
- ▶ Réduction des budgets par le transfert de services complets dans des zones moins urbaines.
- ▶ Suppression de 1/6 des emplois en plus des délocalisations.

Compte tenu des objectifs de CAP 22 et compte tenu que la DGFIP doit toujours être exemplaire, le démantèlement ne concernera pas uniquement ces sept directions, il sera général.

Monsieur Le Président, au niveau local, combien de suppressions d'emplois allons-nous encore subir au 1^{er} janvier 2019 ? Quels vont être les services impactés et sur quels critères ont-ils été choisis ? Comment allons-nous accomplir l'ensemble de nos missions ?

Pour terminer nous vous rappelons que la CGT Finances Publiques exige la transparence sur tous les chantiers et l'abandon de CAP 2022 véritable entreprise de démantèlement de la DGFIP. La CGT Finances Publiques mettra tout en œuvre, avec les agents, pour faire avancer un Service Public à même d'exercer pleinement les missions publiques, avec reconnaissance des qualifications et augmentation des salaires.